



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

Opération séduction. François Hollande à Tokyo. Entre Chine et Japon "ne nous demandez pas de choisir.

Le Ciel unique européen en question et facteur de perturbations. Les contrôleurs aériens y sont opposés. Les usagers patientent.

Accord UE-US et services audiovisuels : le débat s'envenime et Paris brandit l'arme du veto. José Manuel Barroso « **Il n'y aura pas de marchandage sur la culture** »

Demander le droit d'asile en Europe ne devrait plus s'apparenter à une loterie selon l'Etat membre dans lequel est déposée la demande. Le PE harmonise

Négociations d'adhésion de la Turquie. La répression des manifestations fragilise le dialogue et **Bruxelles doute** que la date prévue pour la reprise des négociations sur l'adhésion de la Turquie, le 26 juin, ne soit tenue.

La BCE devant la Cour de Karlsruhe. A-t-elle outrepassé ses compétences en créant le Mécanisme européen de stabilité et en rachetant de la dette souveraine ?

L'événement de la semaine

Grèce : écran noir et nuit blanche.

La troïka revient mais **les chaînes et radios publiques ont cessé d'émettre** après la décision du gouvernement de leur fermeture avant privatisation. "L'existence de médias de service public et leur indépendance à l'égard du gouvernement sont au cœur des sociétés démocratiques" rappelle

l'Union européenne de radio-télévision. Entre grève générale et incompréhensions, la décision, contestée, crée la polémique. **JPV**

INSTITUTIONS

Pour les citoyens, l'UE est dans l'impasse

Malgré les efforts pour lutter contre le chômage des jeunes, le projet européen reste peu plébiscité par les citoyens européens.

Le désamour entre les citoyens et les institutions européennes continue de s'aggraver, à en croire un sondage Gallup publié le 5 juin, qui se restreint toutefois à **l'étude de l'opinion dans six pays seulement** (Allemagne, France, Pays-Bas, Danemark, Royaume-Uni et Pologne).

Ni les populations espagnoles, portugaises, italiennes ou grecques n'ont été interrogées alors qu'elles souffrent davantage de la crise économique. Seuls 34 % des néerlandais sont convaincus que l'UE va dans la bonne direction, contre 17 % des français.

La majorité des personnes interrogées sont aussi très sceptiques sur les perspectives d'avenir de la jeunesse européenne. 55 % des allemands sont pessimistes tandis que près de trois français sur quatre estiment que les jeunes auront moins de perspectives à l'avenir.

Promesses « Les résultats de l'enquête révèlent non seulement **le déficit démocratique, mais également un manque de respect des promesses** », a déclaré Robert Manchin, le directeur général de Gallup Europe, lors de la présentation du sondage.

Selon les sondés, **le leadership français bat de l'aile dans l'UE.** Les Allemands estiment que **le rôle de Berlin est assez positif.** Les autres pays européens sont plus critiques envers l'action du gouvernement d'Angela Merkel. Les experts de Gallup craignent que ce « **mal être** » européen provoque un **nouveau record d'abstention aux élections européennes de mai 2014**, après le taux historiquement bas de 43 % de participation en 2009. Ce sont surtout les **partis eurosceptiques qui pourraient faire leurs choux gras** du contexte actuel.

Le rachat de dettes examiné par des juges allemands

La cour constitutionnelle de Karlsruhe entame deux jours d'audition pour préparer sa décision sur le rachat illimité de dettes par la Banque centrale européenne. Le verdict n'interviendra pas avant fin septembre.

Pour en savoir plus Après s'être interrogée sur le traité de Lisbonne, le plan de sauvetage de la Grèce, ou encore le traité sur la stabilité de coordination et de gouvernance de la zone euro, la Cour constitutionnelle allemande se penche maintenant sur le programme concocté par Mario Draghi, qui a tant calmé les marchés depuis l'été 2012.

Jamais déployé depuis son annonce en septembre 2012, **le rachat illimité de dettes**, assorti d'obligations de réformes, **suscite d'énormes controverses outre-Rhin.** A la demande de Peter Gauweiler, député du parti conservateur bavarois CSU, de députés de gauche et de plus de 35 000 citoyens allemands, **les juges se sont saisis du dossier** et donneront **une réponse fin septembre**, probablement **après les élections** allemandes. Plus précisément, **ce n'est pas tant le principe du rachat** de dettes par la BCE qui est mis en cause **que sa dimension « illimitée ».** Pour bon nombre de responsables allemands, il s'agit **ni plus ni moins que d'un financement illégal d'Etats en difficulté.** Parmi ses principaux détracteurs, le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, qui sera auditionné par les juges de Karlsruhe

PARLEMENT

26.02.2014

Le Parlement donne son feu vert au commissaire croate

Neven Mimica a reçu le soutien du Parlement européen (12 juin) et deviendra ainsi le premier commissaire croate lors de l'adhésion de son pays à l'UE le 1er juillet. Le Parlement a également accepté que 11 États membres perdent un siège chacun et l'Allemagne trois afin d'accueillir les 15 nouveaux députés croates.

Elections européennes 2014 : le début des grandes manœuvres

Dans moins d'un an, le Parlement européen sera renouvelé. Les partis commencent à se préparer. Après quatre ans de crises, les extrêmes rivalisent dans les intentions de vote avec les formations majoritaires.

Pour en savoir plus Les électeurs français voteront le 25 mai 2014 pour choisir leurs représentants au Parlement européen.

Comme d'habitude, l'abstention inquiète. En 1979, 60 % des Français s'étaient rendus aux urnes pour élire le premier Parlement européen au suffrage universel. C'est 20 points de plus qu'en 2009 où, seuls 40 % des Français ont pris part au vote. La tenue des élections municipales, en mars 2014, ne devrait pas faciliter la mobilisation. **Ironie de l'Histoire, ce recul de la participation depuis plus de 30 ans est allé de pair avec l'augmentation des pouvoirs de l'hémicycle.** Dans des domaines comme l'agriculture, les régions, le budget annuel...

Les parlementaires décident avec les États. Les députés ont même grappillé des compétences en matière d'immigration.

La crise a cependant montré les limites du pouvoir du Parlement européen : les États gardent la haute main sur les affaires de la zone euro.

Le Parlement européen harmonise le droit d'asile en Europe

Demander le droit d'asile en Europe ne devrait plus s'apparenter à une loterie selon l'État membre dans lequel est déposée la demande, a décidé mercredi le Parlement européen en votant **un texte prévoyant la mise en place d'un régime commun européen d'asile.**

Pour en savoir plus

Le nouveau système, déjà **agréé par les 27 États de l'UE**, devrait commencer à fonctionner **à partir du second semestre 2015**

Moins de 1% des demandes aboutissent en Grèce, qui fait face à un afflux massif de migrants, contre 14,5% en France ou 30% en Allemagne.

Afin de réduire ces disparités, le texte prévoit

- **des délais communs** pour le traitement des demandes d'asile,
- **des règles plus strictes concernant la formation du personnel** en contact avec les demandeurs d'asile.
- **Le délai d'enregistrement du dossier sera limité à trois ou six jours**, alors qu'il s'étend parfois sur plusieurs mois,
- **L'examen de la demande ne devra pas durer plus de six mois** sauf circonstances particulières où il pourra être étendu jusqu'à 21 mois.

Parmi les améliorations notables par rapport au régime existant, le législateur a prévu également :

- **une harmonisation des règles en matière de logement, d'allocation de subsistance et de santé.**

- **l'accès au marché du travail sera autorisé après neuf mois, et non plus douze, de présence sur le territoire.** Les personnes en situation de vulnérabilité, comme les femmes enceintes, les mineurs et les victimes de torture, devront être identifiées et faire l'objet de propositions adaptées à leurs besoins.

- En cas de recours, **le droit à rester sur le territoire est introduit.**

- **En cas de doute sur l'âge d'un jeune isolé,** ce dernier sera réputé mineur. -

- **Les moins de 18 ans se verront attribuer un représentant pour les accompagner** dans leurs démarches.

- **Les personnes ayant besoin d'une aide particulière** (orientation sexuelle, handicap, maladie, etc.) disposeront de plus de temps pour exposer leur requête.

Les parlementaires européens en ordre de bataille pour défendre l'aide aux plus démunis

Un vote en session plénière a permis de **trancher les différends qui opposent le Nord et le Sud de l'Europe.**

Des lignes rouges ont été arrêtées pour préserver ce programme vital pour les banques alimentaires.

- **Maintien des crédits à hauteur du budget prévu pour l'année 2011,** soit 500 millions d'euros annuels (3,5 milliards sur 7 ans).

Un amendement socialiste lève l'ambiguïté qui avait été repérée par des élus du Front de gauche. Si elle est acceptée par les Etats, cette somme devra être répartie entre 28 pays (Croatie incluse), contre 18 aujourd'hui;

- **Simplification de l'octroi des aides aux banques alimentaires,** afin de ne pas accabler les structures souvent animées par les bénévoles, par les contraintes administratives propres au fonds social européen

- **Mise en œuvre obligatoire du fonds par tous les Etats,** en vue d'un effort d'envergure européenne en faveur des plus démunis

Pour en savoir plus

Faut-il alors **laisser le choix à certains Etats** de ne pas mettre en œuvre le programme ?»

Ce dernier point est à l'origine d'un **débat intense déclenché par plusieurs Etats du Nord** (Allemagne, Pays-Bas, Danemark, République tchèque, Suède, Royaume-Uni, Autriche), qui n'ont jamais été de grands fervents de l'action européenne en faveur des plus pauvres.

Selon eux, cette **compétence empiète sur celle des Etats** dès lors qu'elle relève du champ social, puisque les associations caritatives ne peuvent plus compter sur les surplus de la politique agricole commune, désormais inexistantes. Pour les autres, **la solidarité n'est pas à la carte**

COMMISSION

Pas de marchandage sur la culture

Le mandat de négociation de la Commission européenne sur l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis doit être défini, **ce vendredi 14 juin**, par les Etats membres de l'UE. L'étape est cruciale.

Elle déterminera le cadre qui devra être respecté lors des discussions avec Washington. Pour tenter d'apaiser certains Etats, dont la France, le président de la Commission européenne a affirmé, mardi 11 juin, qu'il n'y aurait « **pas de marchandage** » en ce qui concerne le domaine de la culture.

La formule doit rassurer les défenseurs de l'exception culturelle, mais **le diable se cache dans les détails**. Le président de la Commission européenne ayant une vision réduite du périmètre de ce concept.

« L'exclusion totale [du secteur] audiovisuel du mandat de négociation n'est pas nécessaire pour atteindre nos objectifs », précise-t-il dans son communiqué.

ETATS

Allemagne

Berlin reconstruit le château des Hohenzollern

Le nouvel édifice, un centre culturel, sera doté aux trois quarts des mêmes façades baroques que l'ancien palais des rois de Prusse. En ces temps de crise et d'austérité, le coût de cette reconstruction, estimé à 590 millions, fait grincer quelques dents.

Berlin essaie de retarder l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères allemand, **il n'apparaît pas possible d'ouvrir prochainement un nouveau chapitre des négociations**", indique-t-on à Berlin. Or, **ces négociations devaient s'ouvrir le 26 juin**, après trois ans de suspension des discussions. Ce chapitre porte sur la politique régionale.

Le dossier divise les Européens, comme il divise les Allemands

A Bruxelles, l'entourage de **Stefan Füle**, le commissaire européen chargé des questions d'élargissement, **plaide au contraire pour poursuivre les négociations**, notamment sur les chapitres 23 et 24 relatifs aux libertés publiques, afin de faire pression sur Ankara

Belgique

Hausse des impôts indirects sur la bière en France: Plainte des brasseurs belges

Des taxes françaises qui mettent en péril la santé financière de brasseurs belges. La fédération des brasseurs belges va prochainement déposer plainte auprès de la Commission européenne contre l'augmentation des impôts indirects (les accises) sur la bière décidée par la France.

Un impôt qui augmenterait de 180%. Un mauvais coup pour les brasseurs belges, estiment-ils, puisque l'Hexagone absorbe près d'un tiers des 10,6 millions d'hectolitres de bière belge vendus à l'étranger,

26.02.2014

Croatie

Zagreb compte sur la marque "UE" pour donner des ailes à son tourisme

Zagreb a engrangé 6,8 milliards d'euros de recettes en 2012, soit 15% du PIB, montant qui a considérablement aidé ce pays, en récession quasiment permanente depuis 2009, à ne pas voir son économie dégringoler davantage. **Son adhésion le 1er juillet à l'Union européenne pour booster le tourisme**, fleuron de son industrie.

L'adhésion à l'UE pourrait toutefois avoir certaines conséquences négatives pour le secteur car Zagreb a été obligé de suivre les recommandations européennes et **introduire depuis le 1er avril des visas pour les visiteurs russes, ukrainiens et turcs.**

Espagne

Un prix du Citoyen européen qui ne plaît pas à tout le monde

A peine **le Parlement européen a-t-il décerné à la Plateforme des affectés par les hypothèques (PAH) espagnole** le Prix du Citoyen européen 2013 qu'une polémique a éclaté en Espagne, **note El Mundo** : des députés européens du Parti populaire espagnol (PP, au gouvernement à Madrid) ont exprimé leur **"indignation"** face à cette décision et demandé au jury du prix de faire marche arrière.

Parmi les initiatives de la PAH figurent en effet **les "escraches"**, des manifestations devant les domiciles des élus espagnols, que les eurodéputés du PP ont qualifiées de violentes et contraires aux valeurs que soutient le Parlement européen.

L'opposition s'organise contre le projet de restriction du droit à l'avortement

Alors que la quasi-totalité des pays d'Europe autorisent l'avortement, le gouvernement Rajoy prévoit en effet de limiter ce droit, avec un projet de réforme porté par le ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardon

France

Bartolone veut en découdre avec Berlin

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, a réitéré mercredi son appel à **une "confrontation" avec l'Allemagne** qu'il juge responsable des politiques d'austérité dans l'Union européenne, malgré la volonté de l'exécutif de calmer le jeu.

Pour en savoir plus

Claude Bartolone a estimé que "la première réponse à apporter" pour éviter que l'extrême droite et la droite triomphent l'an prochain aux élections européennes est de "mettre fin à la politique d'austérité" et à la "doxa libérale". "C'est le mélange du libéralisme anglo-saxon et de l'ordo-libéralisme allemand qui a fait triompher l'Europe des règles et l'Europe de l'austérité", a-t-il poursuivi.

Ecoutes numériques

Face à l'ampleur des révélations concernant le programme Prism de surveillance généralisée par l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA), **la France s'aligne sur la position de l'Union européenne**, qui s'est dite **"préoccupée"**, a affirmé, Philippe Lalliot, porte-parole du Quai d'Orsay.

26.02.2014

Grèce

La troïka est de retour.

Les représentants de **l'Union européenne, de la BCE et du FMI** sont de retour à Athènes pour contrôler les comptes grecs ce qu'ils font régulièrement et autoriser la poursuite des versements des prêts au pays. Selon la presse grecque, le Fonds monétaire international a publiquement souligné le retard pris par les européens pour obtenir un nouvel allègement de dette pour que la Grèce retrouve une autonomie d'emprunt sur les marchés.

La télévision publique aux abonnés absents

C'est un cas d'école en Europe. La décision du gouvernement grec de fermer la société de radio-télévision publique a provoqué la plus grave crise au sein de la coalition gouvernementale. Mais cette fermeture de l'ERT n'est que la pointe de l'iceberg de l'austérité et le prochain objectif est de fusionner un grand nombre d'entreprises du secteur public.

Mercredi, l'eurodéputé **Daniel Cohn-Bendit** a interpellé le commissaire aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, sur les consignes de la Troïka quant à la télévision publique ERT. **La commission dément toute implication**

Irlande

Dublin présente son très impopulaire plan d'austérité

Le gouvernement de Brian Cowen veut économiser quinze milliards d'euros et ramener son déficit public à 3% du produit intérieur brut d'ici 2014. Pour y parvenir Dublin augmente la TVA, qui passera progressivement à 23%, et se défait de près de 25.000 fonctionnaires

Italie

Silvio Berlusconi invite Enrico Letta à tenir tête à Angela Merkel

Dans un entretien avec le quotidien politique **Il Foglio**, Silvio Berlusconi a exhorté le premier ministre italien, Enrico Letta, à engager « une épreuve de force » avec l'Allemagne.

Le Cavaliere estime que la politique d'austérité budgétaire imposée par Berlin tuait des entreprises italiennes et faisait courir des risques à la zone euro

Victoire de la gauche aux municipales

A retenir l'événement marquant de cette élection, **la victoire du PD à Rome** Ignazio Marino a écrasé le maire sortant de droite Gianni Alemanno, avec 64% des voix. Un scrutin qui marque "l'effondrement de la Ligue du Nord", la défaite cuisante de la droite et la déroute du Mouvement 5 étoiles, qui a divisé son score par deux par rapport aux législatives du mois de février.

Une élue d'extrême droite appelle au viol d'une ministre italo-congolaise

Depuis qu'elle est la première ministre noire d'Italie, Cécile Kyenge subit des attaques racistes d'une rare violence. Dernier épisode en date, Dolores Valandro, élue locale du parti anti-immigrés et régionaliste de la Ligue du Nord, a appelé jeudi 13 juin à violer la ministre italienne de l'Intégration, rapporte **La**

Repubblica

Royaume uni

Le renflouement de l'Irlande coûte 10 milliards de livres supplémentaires au contribuable britannique

26.02.2014

Depuis 2008, la Grande-Bretagne a fourni 10 milliards de livres pour le "**renflouement clandestin**" de l'**Ulster Bank**, une filiale en souffrance de la Banque Royale d'Ecosse nationalisée, écrit **The Times**.

Londres a préféré mettre des fonds à disposition pour garder la banque à flot **plutôt que de transférer au gouvernement irlandais** les pertes du groupe bancaire, ce qui aurait eu un impact catastrophique sur l'économie de l'île.

Le quotidien explique que contrairement à la décision de consentir un prêt de 3,25 milliards de livres à l'Irlande, approuvée par un vote au Parlement en 2010, **ce soutien financier supplémentaire n'a pas été soumis à l'avis des députés**.

Roumanie

La communauté homosexuelle défile sur fond de polémique

L'amendement proposé par la puissante Église orthodoxe roumaine et par trois députés de la coalition de centre gauche a été adopté mercredi par la commission parlementaire pour **la révision de la Constitution**. Il définit la famille comme étant basée "sur le mariage entre un homme et une femme".

Jusqu'à présent, la loi fondamentale se contentait de la décrire comme "basée sur le mariage entre époux", même si le mariage entre personnes de même sexe n'est pas formellement autorisé.

Tchéquie

Coup de file au siège du gouvernement dans la nuit de mercredi à jeudi ; plusieurs proches collaborateurs du Premier ministre interpellé

Plusieurs hauts responsables politiques membres ou proches du parti civique démocrate (ODS), principale formation de la coalition gouvernementale, et du Premier ministre Petr Nečas ont été interpellés dans la nuit de mercredi à jeudi à Prague. L'opération, dont **les raisons n'ont pas encore été communiquées** par aucune des parties concernées, a été lancée par l'Unité de lutte contre le crime organisé (ÚOOZ) peu après minuit au siège du gouvernement.

PAC : le Parlement européen s'est prononcé en faveur de la réduction des aides, les agriculteurs tchèques peuvent perdre 36 millions d'euros

Parlement européen La République tchèque va perdre un siège après les élections de 2014

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

En visite à Tokyo, Hollande s'engage à agir en vue d'un accord économique Japon-UE

Tout au long de son séjour, M. Hollande, premier président français en visite d'Etat au Japon depuis 17 ans, s'est démené pour séduire ses interlocuteurs et renforcer les liens économiques entre les deux pays, déjà importants. La France est le 3^e investisseur au Japon (à hauteur de 16 milliards d'euros), tandis que le Japon est le premier investisseur asiatique dans l'Hexagone avec 440 entreprises représentant 69.000 emplois)

Entre Chine et Japon "ne nous demandez pas de choisir"

Panneaux solaires : Berlin confiant dans le pragmatisme des Européens mais la guerre continue

26.02.2014

Le ministre de l'économie allemand, Philipp Rösler, s'est dit mardi 11 juin certain que les Etats européens, qui auront le dernier mot sur les taxes imposées aux importations de panneaux solaires chinois, allaient **revenir sur la décision prise en ce sens par Bruxelles.**

L'UE envisage de porter plainte contre la Chine devant l'OMC en raison des taxes imposées par Pékin sur les importations de tubes en acier inoxydable.

Cette plainte constitue, "**une étape supplémentaire dans le différend commercial**" qui oppose l'Union à la Chine après les menaces de sanctions par Bruxelles sur le photovoltaïque chinois et celles de Pékin sur **le vin français et les voitures allemandes.**

C'est une manière pour l'UE de montrer à la Chine qu'elle contestera toutes les taxes qui lui semblent relever davantage de mesures de rétorsion que d'un examen objectif de ses pratiques commerciales. Sachant que la Chine compte trois différends à l'encontre de l'Union européenne. Tandis que l'Union européenne en compte six.

Turquie-UE : que changent les manifestations à Istanbul ?

Depuis le déclenchement des premières manifestations à Istanbul, les commentateurs s'interrogent sur les conséquences du mouvement pour le processus d'adhésion turc à l'UE

Vendredi, **Recep Tayyip Erdogan** et le commissaire européen à l'Elargissement **Stefan Füle** se sont rencontrés à Istanbul pour dresser le bilan des avancées effectuées par la Turquie.

Pour en savoir plus

Sur **Slate**, la journaliste Ariane Bonzon analyse le changement radical de diplomatie du côté du Premier ministre turc. En 2002, "**se préparer à intégrer l'UE était pour Erdogan une étape nécessaire et utile, le meilleur moyen de réformer le pays**". Aujourd'hui, il fait au contraire référence à "**la solidarité arabo-musulmane**", "la fierté nationaliste turque" et accuse l'UE d'hypocrisie et de "double standard". Selon elle, l'instrumentalisation de la Turquie dans le cadre du référendum de 2005 et plusieurs arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme ont profondément ébranlé Erdogan. La nomination en 2010 d'Ahmet Davutoglu, idéologue et nostalgique de l'empire ottoman, au poste de ministre des Affaires étrangères n'arrange rien aux relations tumultueuses entre l'UE et la Turquie.

Accord UE-US et services audiovisuels : le débat s'envenime

La ministre française du Commerce extérieur, **Nicole Bricq**, réitère le même message : **la France ne se laissera pas faire** et mènera jusqu'au bout la bataille pour l'exclusion des services audiovisuels des négociations commerciales entre l'UE et les Etats-Unis. La ministre brandit même la menace d'un veto, qui sera utilisé si la Commission européenne "persiste à mettre la culture et l'audiovisuel dans le champ de la négociation". "Il y a un risque que les services culturels deviennent les otages de la Commission, une sorte de monnaie d'échange", s'inquiète Nicole Bricq.

Berlin reste optimiste

Pour **les Echos et Reuters**, la France ne doit pas perdre de vue les avantages économiques "évidents" de cet accord, notamment le Partenariat transatlantique

sur le commerce et l'investissement, qui "se traduirait par une relance estimée à 119 milliards d'euros par an. En 2012, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'UE se sont élevés à 497 milliards d'euros.

ECONOMIE/FINANCE

Les plans de sauvetage de la BCE mis en cause en Allemagne

Le programme de rachat de dettes d'Etat par la Banque centrale européenne est sur la sellette. Cette semaine, la Cour constitutionnelle allemande, basée à Karlsruhe, va examiner en détail un programme non encore appliqué dans le cadre des plans de sauvetage. **La BCE est accusée d'outrepasser son mandat avec ce programme de rachat de dettes**, et ce alors que ses statuts lui interdisent de financer directement les Etats. La Cour de Karlsruhe a été **saisie par la Bundesbank**

Berlin font peur aux marchés"

L'examen par la cour constitutionnelle allemande a fait immédiatement **réagir la Bourse de Milan**. Celle-ci a clôturé en baisse de 1,63% et les rendements obligataires italiens étaient de nouveau à la hausse, rapporte **Il Sole**.

Le quotidien économique italien dénonce **l'imprudence de l'Allemagne qui essaye de bloquer le plan du président de la BCE, Mario Draghi**, un plan qui vise à soulager l'Europe de son actuel – et dangereux – manque de liquidités.

Il accuse également la Bundesbank d'hypocondrie vis à vis de l'inflation.

Dans une autre analyse, *Il Sole* note écrit que l'attaque de la Cour à l'encontre de la BCE pourrait bien devenir **une "farce", compte tenu de la précarité de ses fondements juridiques**. Le journal espère aussi que le débat conduira à davantage d'indépendance pour Francfort.

ENVIRONNEMENT/ENERGIE

Aucun accord en vue sur le maïs OGM

Les 27 ne sont pas parvenus lundi à se mettre d'accord sur l'utilisation de trois variétés de maïs génétiquement modifié dans l'alimentation humaine et animale. C'est **une commission d'appel** qui prendra la décision d'autoriser ou non ces produits dans les semaines à venir. Deux de ces produits sont fabriqués en commun par Monsanto et Dow Chemical et ne peuvent être cultivés pour l'instant en Europe.

La troisième autorisation éventuelle concerne le maïs MON810 de Monsanto, le seul cultivé à des fins commerciales dans l'Union européenne.

Cinq des 27 pays de l'UE le cultivent sur un total de 129.000 hectares: **l'Espagne, principal producteur, le Portugal, la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie.**

Mais le Royaume-Uni s'apprête à céder aux OGM

Le gouvernement britannique **entend toutefois faire pression** sur l'Union européenne afin d'assouplir les restrictions à l'utilisation de cultures génétiquement modifiées dans la chaîne alimentaire humaine, rapporte **The Independent**.

La semaine prochaine, Owen Paterson, **le ministre de l'Environnement, devrait annoncer la volonté du gouvernement d'augmenter la culture de**

26.02.2014

produits alimentaires génétiquement modifiés. Il devrait également fournir des données suggérant que la production est sans danger et qu'elle est soutenue par plus de 60% des agriculteurs britanniques.

Les ministres ont bon espoir de rallier des soutiens à Bruxelles en vue d'un revirement sur les OGM, l'Allemagne, indécise, pouvant changer la donne.

L'Europe condamne la France pour ses eaux polluées aux nitrates

La France, empêtrée dans les problèmes de pollution agricole qui contamine ses cours d'eau, vient d'être condamnée par la Cour de justice de l'Union européenne. Cette dernière a rendu, jeudi 13 juin, **un arrêt qui constate les "manquements" chroniques de Paris.** Cette décision est **un prélude à une possible amende de plusieurs dizaines de millions d'euros,** voire à des **astreintes journalières** qui alourdiraient considérablement le montant réclamé.

SOCIAL/PRACTIQUE

La Suisse durcit ses lois sur les demandes d'asile

Le nouveau texte raccourcit le délai de traitement des dossiers d'asile, pendant lequel le candidat est pris en charge en Suisse. Pour les partisans du projet, il s'agit de **lutter contre les demandes intéressées,** comprenez pour motifs économiques.

Les détracteurs de la loi parlent eux de "résultat alarmant pour la défense des droits fondamentaux" ou d'affaiblissement de la tradition humanitaire suisse".

Le vote en faveur d'un durcissement du droit d'asile, le 9 juin, est le premier d'une série de référendums sur l'accueil des étrangers. Jadis ouverte aux immigrés, **la Confédération pourrait,** sous la pression de la crise, **redéfinir son identité.** **EL PAÍS MADRID**

Une autre question était posée dimanche, elle concernait **l'élection du gouvernement par le peuple,** et non pas par le Parlement, mais **la réforme proposée a été refusée à plus 76% des votants.**

L'UE promet 3,5 milliards d'euros contre la malnutrition d'ici 2020

L'annonce a été faite lors du sommet sur la nutrition organisé par la présidence britannique du G8, samedi 8 juin sous réserve de l'adoption du budget de l'UE.

IMMIGRATION :Des étrangers bienvenus mais pas sur le marché du travail

Selon un nouveau rapport de l'OCDE publié le 13 juin, **les flux migratoires au sein de l'UE sont de nouveau orientés à la hausse, après trois années consécutives de contraction dues à la crise.** Pourtant, les perspectives d'emploi se sont assombries pour les étrangers : environ un immigré sur deux au chômage est à la recherche d'un emploi depuis plus de 12 mois.

"L'Allemagne n'est pas capable de garder ses immigrés longtemps", titre ainsi **Die Welt.** Seul un Grec sur deux et un tiers des Espagnols arrivés en

26.02.2014

Allemagne en 2011 sont restés au-delà d'un an. Parmi les Italiens, ils n'étaient que 40% à s'installer durablement dans le pays.

Selon un expert de l'OCDE, l'Allemagne devrait mieux recevoir ses immigrés et mettre à niveau tous ceux qui sont qualifiés mais dont les diplômes ne correspondent pas aux standards allemands.

A Vienne, **Der Standard** ne dit pas autre chose : "**L'Autriche pourrait mieux profiter des immigrés**", écrit-il. Une meilleure intégration sur le marché du travail pourrait rapporter 1,2 milliards d'euros à l'Etat qui devrait non seulement investir dans la formation des immigrés arrivés récemment, mais également dans celle de la deuxième génération:

Les filles d'immigrés venant d'ex-Yougoslavie courent deux fois plus le risque d'être au chômage que les filles du même âge issues de familles vivant en Autriche depuis plusieurs générations.

En revanche, la Suisse "profite des immigrés" titre la **Neue Züricher Zeitung**: avec le Luxembourg, c'est même le pays de l'OCDE qui en tire le meilleur profit et ce, pour trois raisons selon le journal :

Premièrement, le taux des immigrés est élevé par rapport au nombre des citoyens suisses ; deuxièmement, les immigrés qui arrivent en Suisse sont en âge de travailler et troisièmement, les mieux qualifiés sont très nombreux à travailler.

Culture

Un Vaisseau fantome gratuit A Athènes ou comment oublier un instant la crise

Faire oublier pendant quelques heures la crise économique en Grèce. C'est la nouvelle initiative de l'Opéra national grec. Au pied de l'Acropole, dans le théâtre antique l'Odéon d'Hérode Atticus à Athènes, 1500 chômeurs ont pu assister à une représentation du 'Vaisseau fantôme', l'un des opéras les plus populaires de Richard Wagner.

PRESSE EUROPEENNE

CRISE DE LA DETTE: On a sacrifié la Grèce pour Sauver l'euro TO VIMA ATHÈNES

SELON le FMI, le programme de sauvetage de la Grèce une redingote permission à SES créiteurs de se décharger de Leur Responsabilité et se prémunir des Risques de contagion. Les Grecs devraient se révolter et rediscuter des conditions du prêt, Estime To Vima

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3857141-sacrifie-la-grece-pour-sauver-l-euro?xtor=RSS-9>

CIEL UNIQUE EUROPÉEN : "Un seul ciel pour l'Europe" Rzeczpospolita

"Bruxelles tente une nouvelle fois de créer un ciel unique européen", écrit le quotidien conservateur.

Le 11 juin, le commissaire européen aux Transports, Siim Kallas, devrait annoncer son intention de lancer des procédures judiciaires à l'encontre des 27

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

12

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

Etats membres pour avoir échoué à remplacer les régions aériennes actuelles définies par les frontières nationales par un nombre plus restreint de secteurs fusionnés les uns aux autres, et connus sous l'appellation de "blocs d'espace aérien fonctionnels".

Cette mesure fait partie du projet de ciel unique européen destiné à remanier les systèmes de contrôle du trafic aérien en Europe.

Rzeczpospolita note qu' actuellement, le ciel de l'UE est contrôlé par 27 régulateurs nationaux qui supervisent 60 centres de contrôles du trafic aérien. L'espace aérien des Etats-Unis, comparable à celui de l'Europe, et qui compte à peu près le même nombre de vols et d'aéroports, est contrôlé par un unique centre. La surveillance aérienne [aux Etats-Unis] coûte moitié moins qu'en Europe. [...] Tous les ans, l'économie européenne perd près de 5 milliards d'euros à cause de cette organisation défailante de son espace aérien.

L'Europe admet son impuissance face à l'espionnage massif des Etats-unis

El País

Lors de leur réunion le 6 juin à Bruxelles, le jour même où a éclaté le scandale PRISM, les ministres de la Justice de l'UE ont échoué à se mettre d'accord pour renforcer la protection des données personnelles, raconte El País

Le quotidien explique qu'il y a un an, l'UE, dont les règles en la matière remontent à 1995 – soit quand l'Internet existait à peine -, a lancé une initiative pour limiter l'accès des gouvernements et des entreprises aux données personnelles :

Malgré le fait que la réglementation européenne figure parmi les plus protectrices du monde, l'irruption d'Internet dans la vie quotidienne des Européens — en particulier avec l'arrivée des réseaux sociaux — l'a rendue obsolète. [Mais] la Commission européenne a constaté avec regret qu'il y a des Etats [de l'UE] prêts à entraver cette réglementation, et ce peu avant que les informations du quotidien The Guardian mettent en évidence l'urgence de faire un pacte sur ce nouveau cadre légal.

Les espions américains comme chez eux en Europe

LE MONDE PARIS

Révélee par The Guardian et The Washington Post, l'étendue de la cybersurveillance exercée par la NSA n'est qu'un aspect de l'intrusion des services de renseignement américains dans la vie privée des Européens. A laquelle les gouvernements ont bien du mal à s'opposer — quand ils n'y consentent pas carrément.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3868671-les-espions-americains-comme-chez-eux-en-europe>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr